



La Commune



Les enseignants n'ont pas dit leur dernier mot

Education nationale

Malgré la mobilisation exceptionnelle des enseignants en mai-juin dernier, soyons clairs : contrairement aux propos tenus par Aschieri, secrétaire général de la FSU, qui parlait "d'avancées" suite aux propositions de Luc Ferry et Nicolas Sarkozy faites le 10 juin, la plupart des projets ministériels ont été maintenus ! Certes, les Capsy (conseillers d'orientation) les assistantes sociales et médecins scolaires restent (pour le moment) fonctionnaires d'Etat mais leurs missions seront transférées aux collectivités territoriales, tout comme 90 000 personnels TOS (personnels d'entretien, d'accueil, de cuisine) qui vont se voir bientôt chassés de la Fonction publique d'Etat (d'ici 2005). Le point deux mois après la rentrée scolaire.

Le projet de décentralisation n'est donc pas retiré ; désormais dans le code de l'éducation, un article additionnel dit que "l'éducation est un service public national dont le fonctionnement est assuré par l'Etat sous réserves des compétences attribuées par le présent code aux collectivités territoriales pour les associer au développement de ce service". La responsabilité de l'éducation est donc partagée entre l'Etat et les collectivités territoriales. Un tel basculement juridique est grave, car l'Education ne sera plus nationale ! C'est donc bien l'ensemble des personnels qui est visé.

Par ailleurs l'expérimentation de l'autonomie des établissements est maintenue. Le dispositif des assistants d'éducation demeure : ce ne sont pas des MI-SE (surveillants) mais des personnels recrutés localement par les chefs d'établissement et dont l'emploi peut être financé par les collectivités locales. Enfin, 20 000 emplois-jeunes ont vu leur contrat arriver à expiration en juin, 5600 postes de surveillants sont supprimés et les concours de recrutement dans le second degré n'ont pourvu que 15000 postes sur les 18000 qui étaient offerts.

Ne parlons même pas des retraites dont la loi a été votée le 24 juillet !

Un combat légitime qui n'est pas fini

Le bac approchant et donc les vacances, en l'absence d'un appel clair à la grève générale des fédérations et confédérations syndicales, le mouvement de grèves ne pouvait que s'épuiser progressivement. Amertume, colère, des sentiments logiques après des semaines entières de grèves ; l'impression également d'avoir mené un combat légitime.

Aucun regret donc mais parmi les questions que l'on peut se poser, celle-ci : pourquoi une telle mobilisation n'a-t-elle pas réussi à faire céder le gouvernement. A la rentrée, les ex - grévistes du lycée Maurice Genevoix (à Montrouge - Hauts-de-Seine) se retrouvent; chacun est conscient que le combat engagé doit se poursuivre, que nos revendications demeurent, que d'autres coups se préparent contre l'Education Nationale et l'ensemble des salariés. Décision est prise de se réunir régulièrement afin de permettre un cadre de discussion et d'action le plus transparent et efficace possible. On évoque aussi bien sûr la question des prélèvements pour faits de grève. Après avoir affirmé en août que ceux-ci seraient effectués avec la plus extrême rigueur, avec l'application de l'arrêt Omont (extension des retenues aux week-ends et jours fériés, voire aux autres jours de la semaine encadrés par des jours de grève), le gouvernement a dû assouplir sa position face au tollé suscité. Ceci dit, les retraits restent importants et en même temps très disparates selon les académies, les établissements et parmi les personnels d'un même établissement !

Le "débat sur l'école" est lancé

A entendre le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, la rentrée s'est faite dans les meilleures conditions, à croire que tous les problèmes ont été réglés et qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter. Un tel discours hypocrite cache une tout autre réalité : des milliers de personnels de surveillance qui manquent, des postes non-pourvus, des auxiliaires et contractuels sans emploi, des enfants de 2 et 3 ans refoulés des écoles maternelles (on ferme des classes ou on n'en ouvre pas alors que l'on sait que les naissances en 1999, 2000, 2001 ont été plus nombreuses !). Le 15 septembre, Jean-Pierre Raffarin lançait officiellement le "débat national sur l'école". Un débat qui a pris du retard en raison des événements que l'on connaît ! Il devait être lancé au printemps dernier et avait été précédé par la publication en mars de la "Lettre à tous ceux qui aiment l'école" envoyée à l'ensemble des enseignants. Les auteurs (Luc Ferry, Xavier Darcos, Claude Haigueré) souhaitaient en particulier expliquer les réformes en cours... on connaît la suite... La majorité des enseignants a pris une telle initiative comme une provocation (exemplaires renvoyés au ministre, ou accrochés à des "piques" pendant les manifs). Mais le gouvernement est têtue ; désormais une commission présidée par Thélot (le "monsieur évaluation" du système éducatif) devra procéder à un "diagnostic partagé" sur l'état de l'école lequell servira de base à une future loi d'orientation, qui sera votée par le Parlement début 2004. Des milliers de débats devront être organisés d'ici fin décembre dans les établissements scolaires, arrondissements, conseils économiques et sociaux régionaux... Beaucoup de démagogie donc, pour faire croire que rien ne se décide "d'en haut". Belle hypocrisie quand on voit les conséquences dramatiques des différentes réformes imposées à des enseignants que l'on n'a jamais réellement consultés. Quand on sait que Thélot veut aboutir à une "refondation de l'école", il y a de quoi s'inquiéter. Le pire serait devant nous...

De nouvelles suppressions de postes

Pendant que le débat se prépare, le projet de budget 2004 est désormais connu. 1050 postes administratifs supprimés s'ajoutant aux 1000 transférés avec les TOS, 9000 suppressions de postes de surveillants et plus de 15000 nouvelles fins de contrats d'aides éducateurs pour 13000 créations de postes d'assistant d'éducation (le déficit d'adultes présents dans les collèges et lycées sera doublé en 2004 !); 1500 postes d'enseignants redéployés vers les collèges (pour 54000 élèves supplémentaires attendus) et 2500 postes de stagiaires supprimés (c'est à dire moins de postes aux concours, ne couvrant pas les (départs en retraite) ; enfin 550 postes permanents au CNRS en moins. La réduction de l'emploi public touche donc de plein fouet l'Education Nationale.

Autre signe des temps, le ministère a choisi de donner le monopole de la formation des professeurs de SES (sciences économiques et sociales) à l'institut de l'entreprise (IDE proche du MEDEF !).

Les revendications que nous devons défendre avec nos syndicats restent les suivantes :

- l'éducation doit rester nationale; retrait du projet de lui sur la décentralisation. Maintien des TOS et de leurs missions dans la Fonction publique d'Etat, tout comme les missions des Copsy, assistants sociaux et médecins scolaires.

- Abrogation de la loi Fillon du 24 juillet sur les retraites recrutement de MI-SE surveillants et non des assistants d'éducation, création de postes statutaires (non précaires) à la hauteur des besoins réels, et donc refus des suppressions de postes prévus au budget 2004.

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
